

# « COMMENT TROUBLER LES RITUELS DE PSEUDO-DÉBAT

Imaginons une ou plusieurs petites situations, qui entre nous, sont évidemment complètement fictives, je veux dire que personne n'a évidemment jamais vécu ce genre de moment, mais... au cas où elles arriveraient, comment s'en sortir... vivant-e(s) ou moins complexé(e)s.

Par exemple, un grand rassemblement d'un petit parti politique où, pour prendre la parole devant une centaine de personnes, il faut *a minima*, citer la onzième thèse sur Feuerbach (notes philosophiques écrites par Marx à l'adresse de Feuerbach en 1845), ou un conseil d'administration d'une association d'éducation populaire où les professionnels présents parlent couramment la langue des sigles, ou encore une réunion syndicale pour susciter une mobilisation où on ne vous demande pas d'où vous venez ni ce qui vous amène ou vous indigne. En général ces situations se solderaient par des conclusions sur le fait que, malheureusement, les personnes ne prennent pas beaucoup la parole, et de là à postuler qu'elles ne souhaitent pas participer politiquement aux débats de l'organisation, de la société, il n'y a qu'un pas qui est très vite franchi. Pourtant en discutant en plus petit groupe, ou en tête à tête avec des personnes présentes, chacun d'entre nous pourrait s'apercevoir que ce n'est pas la matière à discussion politique qui manque mais souvent une question de légitimité. Certain-e-s ont bien tenté de prendre la parole mais il leur a été reproché de parler de manière trop incarnée ou subjective, résultat : dans la plupart des cas, on se sent complexé par les normes ou les registres de discours pratiqués, on n'ose même plus poser une question de peur de paraître encore plus bête.

Toutes ces situations nous sont fort heureusement étrangères, mais sait-on jamais, si d'aventure elles se produisaient (cf. « Antidote à la participation », p. 50-51, *Cahier du Pavé* n°2 sur la participation), comment traverser ce genre d'épreuve et en sortir indemne ?

Au Pavé, nous pensons qu'une manière de rendre chacun-e légitime, consiste à faire appel à sa propre expérience du thème soulevé, à prendre en considération cette expérience comme point de départ stimulant, comme moment de questionnement incarné avant de passer à l'étape de la théorisation ou de l'abstraction. **Cet art de l'implication comme prise de position** va ensuite nous permettre de nous préoccuper politiquement.

Cette inscription dans la vie concrète empêche de mettre les gens à distance du savoir et des institutions dominantes qui le produisent. Elle ouvre la possibilité de sentir reconnu(e) comme partie prenante d'un groupe c'est-à-dire accueilli-e, désiré-e, attendu-e (par opposition au mépris). Il s'agit de créer une ambiance apte à une activité de rencontre, de discussion, d'écoute et de critique (forme de vie communautaire qui insiste sur la convivialité). Cela est possible si et seulement si on organise des conditions d'égalité de considération (base d'une pédagogie mutuelliste) avec des artifices (règles : une prise de parole par personne, ou tant de minutes/ un pour dire un pour écouter) qui limitent les excès de puissance des uns sur les autres.

Pour cette raison, le témoignage comme récit affectif est privilégié. Par exemple, pour démarrer l'atelier sur l'école, qui suit la conférence gesticulée à ce sujet, on demande à tous les participants (quelque soit leur âge, parcours, statut...) de raconter des souvenirs de mépris d'école puis de moments qui les ont fait grandir, ou ils ont pris du plaisir. Les camarades accompagnateurs-trices militantes s'impliquent aussi.

Au cours de la conférence gesticulée sur le management « Exploiter mieux pour gagner plus ! », l'assemblée est invitée pendant une dizaine de minutes par petit groupe à se raconter des anecdotes de résistances au management puis à en partager certaines avec l'ensemble du public. Ce soir là, le 23 novembre 2012 à Saint-Auban, cité ouvrière des Alpes-de-Haute-Provence (intimement liée à l'usine de chlore Arkema) dans la salle sont assis

# DANS DES PLÉNIÈRES OU DES GROUPES MILITANTS ? »

des fonctionnaires, des agriculteurs et militants écolo, des ouvriers... Un salarié de l'usine explique comment il a refusé les primes individualisées qui risquaient de briser l'esprit collectif. Un autre déplore que les bons ouvriers, après avoir gravi tous les échelons au sein de l'atelier, soient «promus» dans les bureaux où ils ne pourront plus exercer leur talent<sup>1</sup>.

Dans une dé-formation intitulée «Déceler et contrer les discriminations» co-organisée par la Scop L'Orange et la coopérative du Vent Debout en janvier 2014, c'est une invitation à «raconter un moment, une anecdote, un événement où vous avez eu ou pris conscience de votre classe sociale» (avec une préparation individuelle puis une restitution en grand groupe), et sur le même mode d'un moment de conscience de son sexe/genre et de sa «race» définie comme «race sociale».

Dans le même ordre d'idée, lors de formations au cours desquelles les stagiaires nous demandent de «définir l'éducation populaire», nous proposons volontiers la consigne: «racontez nous chacun(e) un moment où vous avez eu le sentiment de faire réellement de l'éducation populaire», et c'est à partir du croisement des expériences racontées, des invariants qu'on y retrouve le plus souvent, que le groupe se fabrique une ou des images du concept.

Cette façon de faire (que nous présentons souvent en parlant de «groupes d'interview mutuels» ou GIM) s'est notamment inspirée d'une recherche-action réalisée par RECIT en 2002 (réseau des initiatives et des organisations qui cherchent à faire progresser une éducation émancipatrice des citoyens): «La démocratie participative a-t-elle besoin d'une pédagogie ?<sup>2</sup>». Ses auteurs annoncent que comme d'autres, ils sont «insatisfaits du mode de discussion et de formation qui régit encore la plupart des forums, rencontres, réunions, universités d'été, etc. notamment dans les lieux où l'on débat des alternatives». Ils estiment «que la démocratie participative ne pourra se développer sans subvertir et sans polléniser les pratiques courantes de la vie sociale, associative, syndicale, politique». Ils expérimentent une démarche innovante dans des situations très diverses de la vie militante, de la vie publique, de la formation, de l'éducation populaire. Ils entendent ainsi contribuer à l'élaboration d'une pédagogie politique susceptible d'impliquer un plus grand nombre de citoyens. Leur texte propose une réflexion sur la relation entre éducation et politique, d'après eux trop souvent occultée, et des enseignements de leurs expérimentations à propos d'une *pédagogie politique* digne d'une démocratie participative.

## 66-67

1 - «Colporteuses de résistances», journal *L'Âge de Faire*, n°71, janvier 2013.

2 - BOURGAIN M., MASSE-BOURGAIN E., MILLOT R. et al. *La démocratie a-t-elle besoin d'une pédagogie ?* version rédigée à l'issue de la recherche-action en collaboration avec SCHWARTZ, B., R.E.C.I.T., 2004.

